

Plan détaillé

1 Avant-propos

Première partie

L'ordre juridique de l'Union européenne

4 Chapitre préliminaire – Traits fondamentaux de l'Union européenne

4 Section 1 – Une Union d'États

4 § 1 – Les conditions d'adhésion

6 § 2 – Les conditions du retrait

7 § 3 – Les conditions de la révision

10 Section 2 – Une Union de droit

10 § 1 – Les droits fondamentaux imposés aux institutions de l'Union

15 § 2 – Les droits fondamentaux imposés aux États

17 Section 3 – Une Union de citoyens

18 § 1 – Une citoyenneté de superposition

19 § 2 – Les droits du citoyen européen

22 Chapitre 1 – Les compétences de l'Union européenne

22 Section 1 – La détermination des compétences de l'Union

22 § 1 – L'attribution des compétences

25 § 2 – La catégorisation des compétences de l'Union européenne

28 Section 2 – L'exercice des compétences de l'Union européenne

28 § 1 – Le principe de subsidiarité

31 § 2 – Le principe de proportionnalité

32 § 3 – Le principe de flexibilité

38 Chapitre 2 – Les institutions de l'Union européenne

38 Section 1 – Les principes structurant le dispositif institutionnel

38 § 1 – Les principes régissant les rapports interinstitutionnels

39 § 2 – Les principes régissant les rapports entre États et institutions

42 § 3 – Les principes régissant les rapports entre les institutions et les justiciables

44 Section 2 – La collaboration des institutions communautaires

44 § 1 – La fonction exécutive

55 § 2 – La fonction législative

63 § 3 – La fonction budgétaire

65 § 4 – La fonction internationale

68 § 5 – La fonction de contrôle

73 Chapitre 3 – Les sources du droit de l'Union européenne

73 Section 1 – Le droit primaire

73 § 1 – Identification

74	§ 2 - Champ d'application
74	§ 3 - L'invulnérabilité du droit primaire
74	Section 2 - Les principes généraux du droit
74	§ 1 - Valeur constitutionnelle
75	§ 2 - Les sources des principes généraux du droit
75	Section 3 - Le droit conventionnel
75	§ 1 - Rang du droit conventionnel
76	§ 2 - Conditions d'invocabilité
76	Section 4 - Le droit dérivé
77	§ 1 - Les actes rentrant dans la nomenclature de l'article 288 FUE
80	§ 2 - Les actes hors nomenclature
82	Chapitre 4 - L'articulation du droit de l'Union et des droits nationaux
82	Section 1 - La primauté du droit de l'Union européenne
82	§ 1 - Des conceptions traditionnellement divergentes
86	§ 2 - Des conceptions désormais convergentes
91	Section 2 - L'effet direct du droit de l'Union européenne
91	§ 1 - L'effet direct vu par la Cour de justice
96	§ 2 - La réception de l'effet direct par le Conseil d'État
98	Section 3 - La justiciabilité du droit de l'Union européenne
98	§ 1 - L'interprétation conforme
99	§ 2 - L'invocabilité d'exclusion
101	§ 3 - L'invocabilité de substitution
102	§ 4 - L'invocabilité de réparation

Seconde partie

Droit du contentieux de l'Union européenne

106	Chapitre préliminaire - La garantie du droit au juge
106	Section 1 - Les fondements du droit au juge
106	§ 1 - Un droit d'essence prétorienne
106	§ 2 - La récente consécration par la Charte des droits fondamentaux
107	Section 2 - L'intensité du droit au juge
107	§ 1 - Un droit à usage unique
108	§ 2 - L'exigence d'effectivité de la protection juridictionnelle
108	§ 3 - L'exigence d'immédiateté de la protection juridictionnelle
110	§ 4 - L'exigence d'une protection juridictionnelle non discriminatoire
113	Titre 1 - L'architecture juridictionnelle de l'Union européenne
114	Chapitre 1 - La Cour de justice de l'Union européenne
114	Section 1 - Une juridiction diverse
114	§ 1 - La Cour de justice

118	§ 2 – Le Tribunal
120	§ 3 – L'avènement des tribunaux spécialisés
121	Section 2 – Une juridiction néanmoins unitaire
121	§ 1 – Le pourvoi
122	§ 2 – Le réexamen
125	Chapitre 2 – Les juridictions nationales, juges de droit commun de l'Union européenne
125	Section 1 – L'autonomie de la notion de juridiction nationale au sens de l'article 267 FUE
125	§ 1 – Enjeu
125	§ 2 – Faisceau d'indices
126	§ 3 – Hiérarchisation des critères
126	§ 4 – Exclusion des arbitres privés
126	§ 5 – Qualification reconnue aux juridictions constitutionnelles
126	§ 6 – Qualification reconnue aux juridictions communes à plusieurs États membres
127	Section 2 – Les ressorts de la contribution des juridictions nationales à l'édification de l'ordre juridique de l'Union européenne
127	§ 1 – Une relation préjudicielle fondée sur une logique de coopération
128	§ 2 – Une coopération renforçant le pouvoir des juridictions nationales
133	Titre 2 – Le contrôle des actes des États membres
134	Chapitre 1 – La voie normale : le recours en manquement
134	Section 1 – L'autonomie du recours en manquement
135	Section 2 – Un recours réservé à la Commission et aux États membres
135	§ 1 – Un contrôle, en pratique, exclusivement introduit par la Commission
135	§ 2 – La désaffection logique des États membres pour le recours en manquement
136	§ 3 – L'exclusion des requérants ordinaires
137	Section 3 – Une conception large du manquement au service d'une application uniforme du droit de l'Union
137	§ 1 – La conception unitaire de l'État
138	§ 2 – Le caractère objectif du recours en manquement
139	§ 3 – La rigueur de la Cour dans l'examen des justifications avancées par les États
140	Section 4 – Une procédure strictement encadrée
141	§ 1 – La phase précontentieuse
142	§ 2 – La phase contentieuse
144	Section 5 – Les conséquences de l'arrêt en manquement
144	§ 1 – L'obligation d'exécution
144	§ 2 – La sanction de l'inexécution de l'arrêt en manquement : le recours en manquement sur manquement

149 **Chapitre 2 – La voie détournée : le renvoi préjudiciel en interprétation**

149 **Section 1 – L’extension du champ de la coopération juridictionnelle
opérée par le traité de Lisbonne**

- 149 § 1 – Le champ d’application *ratione personae*
151 § 2 – Le champ d’application *ratione materiae*
151 § 3 – La dimension temporelle du renvoi préjudiciel

153 Section 2 – Le rôle des juridictions nationales

- 153 § 1 – L'identification d'une difficulté sérieuse d'interprétation du droit
de l'Union européenne
- 156 § 2 – Un dispositif dual de coopération

159 Section 3 – Les effets de l'arrêt préjudiciel en interprétation

- 159 § 1 - Le caractère obligatoire de l'arrêt
160 § 2 - Le caractère rétroactif de l'arrêt

162 **Chapitre 3 – La voie inattendue : la mise en jeu de la responsabilité de l'État pour violation du droit de l'Union européenne**

162 Section 1 - Un régime tardivement énoncé par la Cour de justice

- 162 § 1 – Un principe de responsabilité largement entendu
163 § 2 – La définition ultérieure des conditions d'engagement de la responsabilité
des États

164 Section 2 – La réception du principe de responsabilité par le Conseil d'État

- 164 § 1 - Les points de convergence
165 § 2 - Les points d'achoppement

169 Titre 3 – Le contrôle des actes des institutions et des organes de l'Union

170 Chapitre 1 – Le contrôle par les juridictions nationales

170 Section 1 – Le monopole de la Cour dans la constatation de l'invalidité des actes de droit dérivé

- 170 § 1 - Un monopole issu d'une réécriture prétorienne de l'article 267 al. 2 FUE
173 § 2 - Un monopole temporairement altéré en cas d'octroi d'une protection provisoire

174 **Section 2 – L’incidence de l’inscription du renvoi préjudiciel dans la
logique de la compensation des voies de droits**

- 174 § 1 - Le renvoi en appréciation de validité, instrument de garantie du droit
au juge
- 175 § 2 - La subjectivisation du renvoi en appréciation de validité

177 Section 3 – Les effets de l'arrêt préjudiciel en appréciation de validité

- 177 § 1 - Une déclaration d'invalidité produisant des effets analogues
à une annulation
- 179 § 2 - Les effets de la déclaration de non-invalidité

181	Chapitre 2 – Le contrôle par la Cour de justice de l’Union européenne
181	Section 1 – Les voies de droit principales
181	§ 1 – Le recours en annulation
193	§ 2 – Le recours en carence
196	§ 3 – Le recours en responsabilité
199	Section 2 – La voie de droit accessoire : l’exception d’illégalité
199	§ 1 – Conditions
201	§ 2 – Portée
204	Chapitre 3 – Le contrôle par la Cour européenne des droits de l’homme
204	Section 1 – Les possibilités actuelles
204	§ 1 – La contestation du droit primaire
204	§ 2 – La contestation du droit dérivé
205	Section 2 – Les perspectives ouvertes par l’adhésion de l’Union européenne à la Convention européenne des droits de l’homme
205	§ 1 – L’imputation de la violation de la Convention
206	§ 2 – La préservation de l’autonomie de l’ordre juridique de l’Union
209	Bibliographie générale
211	Index alphabétique
216	Index de jurisprudence